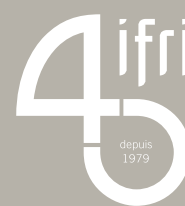




JUILLET
2026



Le Japon face à l'arme nucléaire

Entre dissuasion élargie et dilemmes normatifs

Timothée ALBESSARD

Centre Asie

Centre des études
de sécurité

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1256-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Le président américain Barack Obama et le Premier ministre japonais Shinzo Abe lors d’une cérémonie à Hiroshima en mai 2016 © White House/Wikimedia

Comment citer cette publication :

Timothée Albessard, « Le Japon face à l’arme nucléaire. Entre dissuasion élargie et dilemmes normatifs », *Asie.Visions*, n° 150, Ifri, juillet 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Asie.Visions

L'Asie, et son pendant maritime l'Indo-Pacifique, émergent comme le centre névralgique des relations internationales contemporaines, du fait de leur poids économique et commercial, technologique, démographique, militaire, et donc politique. À travers sa collection *Asie.Visions*, le Centre Asie de l'Ifri explore cette vaste région via ses facettes politique, économique, sécuritaire et sociale et selon des échelles locale, nationale, régionale ou internationale, alternant les approches aréales, thématiques et sectorielles. Le Centre Asie mobilise pour ce faire ses propres chercheurs ainsi qu'un réseau d'experts internationaux, souvent basés en Asie. La collection *Asie.Visions* vise ainsi à jeter un pont entre l'Asie et l'Europe en offrant des perspectives croisées et originales.

Auteur

Timothée Albessard est *Research Fellow* au Center for Disarmament, Science & Technology (CDAST) du Japan Institute of International Affairs (JIIA) et doctorant en relations internationales à l'université de Hitotsubashi (Tokyo). Sa thèse porte sur l'articulation entre la diplomatie du Japon en matière de désarmement nucléaire et le renforcement de l'alliance avec les États-Unis et de la dissuasion nucléaire élargie depuis la fin de la guerre froide. Ancien élève de l'École normale supérieure (ENS Paris), il est également diplômé de l'université Waseda (Tokyo) et *alumni* du Réseau Nucléaire & Stratégie – Nouvelle Génération.

Résumé

Depuis la fin des années 1950, la politique japonaise en matière d'armes nucléaires repose sur la coexistence de deux logiques normatives concurrentes : le rejet de l'arme nucléaire, ancré dans l'héritage de Hiroshima et de Nagasaki, et la reconnaissance du rôle central de la dissuasion nucléaire élargie américaine pour la sécurité du Japon.

La dégradation de l'environnement sécuritaire en Asie du Nord-Est fragilise l'équilibre entre ces deux logiques. Confronté à l'expansion sans précédent de l'arsenal nucléaire chinois, à la consolidation de la Corée du Nord en tant que puissance nucléaire régionale et à la résurgence de la menace russe, le Japon fait face à des risques croissants qui mettent à l'épreuve la crédibilité de la dissuasion élargie – interrogations accentuées depuis le retour de Donald Trump au pouvoir.

Dans ce contexte, malgré la persistance de déclarations en faveur d'une prolifération nucléaire nationale, le rejet d'un programme nucléaire militaire procède d'un choix réfléchi et renouvelé depuis les années 1960, fondé sur des contraintes qui demeurent toutes valides. En parallèle, le débat public sur les questions nucléaires s'élargit autour de trois questions qui accroissent la tension entre les deux logiques normatives : la révision du principe de non-introduction des armes nucléaires sur le territoire national ; un partage nucléaire avec les États-Unis, officiellement rejeté mais bénéficiant d'un intérêt croissant ; et la propulsion nucléaire navale, dont la valeur stratégique se heurte à des obstacles juridiques et politiques.

Ces débats indiquent que l'avenir de la politique japonaise en matière d'armes nucléaires est de plus en plus déterminé par l'environnement stratégique régional, et se joue désormais dans l'espace entre la lettre des principes non nucléaires et la réalité des impératifs de dissuasion.

Abstract

Since the late 1950s, Japan's nuclear weapons policy has been based on the coexistence of two competing normative rationales: the rejection of nuclear weapons, rooted in the legacy of Hiroshima and Nagasaki, and the recognition of the central role of United States (U.S.) extended nuclear deterrence for Japan's security.

The deterioration of the security environment in Northeast Asia is undermining the balance between these two approaches. Faced with the unprecedented expansion of China's nuclear arsenal, North Korea's consolidation as a regional nuclear power, and the resurgence of the Russian threat, Japan is confronting growing risks that are testing the credibility of extended deterrence—concerns that have intensified since Donald Trump's return to power.

In this context, despite persistent calls for domestic nuclear proliferation, the rejection of a military nuclear program stems from a deliberate choice, reaffirmed since the 1960s, based on constraints that remain valid to this day. At the same time, the public debate on nuclear issues is broadening to focus on three questions that heighten the tension between the two normative approaches: the revision of the principle of not introducing nuclear weapons onto national territory; nuclear sharing with the U.S., which is officially rejected but is attracting growing interest; and naval nuclear propulsion, whose strategic value faces legal and political obstacles.

These debates indicate that the future of Japan's nuclear weapons policy is increasingly shaped by the regional strategic environment and is now playing out in the tension between the letter of the three non-nuclear principles and the reality of deterrence imperatives.

Sommaire

INTRODUCTION	7
LES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE DU JAPON EN MATIÈRE D'ARMES NUCLÉAIRES.....	9
Trois principes, quatre piliers	9
Le rejet de la prolifération et la question de la latence nucléaire.....	11
LE JAPON FACE AUX MENACES NUCLÉAIRES EN ASIE DU NORD-EST	15
Chine, Corée du Nord, Russie : le Japon face aux « trois fronts nucléaires »	15
Le renforcement de la politique japonaise de défense et de dissuasion	17
L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE NUCLÉAIRE JAPONAISE : TROIS DÉBATS ÉMERGENTS.....	20
Vers une évolution du principe de non-introduction ?	20
Le débat sur le partage nucléaire.....	21
La propulsion nucléaire navale.....	23
CONCLUSION	25

Introduction

Depuis la fin des années 1950, le rapport du Japon à l'arme nucléaire se caractérise par la coexistence de deux impératifs normatifs concurrents. Le premier conçoit l'arme nucléaire comme une menace pour le Japon et est ancré dans l'héritage des bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki (6 et 9 août 1945), qui ont causé au moins 200 000 morts et font du Japon le seul pays à avoir subi l'emploi de l'arme nucléaire en temps de guerre. Ce cadre normatif, porté par d'importantes organisations de la société civile telles que Nihon Hidankyo – association de survivants des bombardements atomiques (*hibakusha*), lauréate du prix Nobel de la paix 2024 –, constitue le fondement moral et historique des initiatives japonaises en faveur du désarmement nucléaire.

Le second cadre normatif considère, à l'inverse, qu'en l'absence d'une abolition complète des armes nucléaires, celles-ci demeurent un instrument indispensable à la sécurité nationale, dans le cadre de l'alliance bilatérale avec les États-Unis établie en 1952 et consolidée par le traité de sécurité de 1960. Bien qu'elle ne soit pas explicitement mentionnée dans ces traités, la dissuasion nucléaire élargie américaine – soit l'engagement des États-Unis à assurer la défense du Japon avec l'ensemble de leurs capacités, y compris nucléaires – en constitue l'un des piliers. Cet engagement s'est renforcé au fil des décennies, notamment à travers le déploiement d'armes nucléaires sur des territoires japonais sous administration américaine jusqu'au début des années 1970, ainsi que par l'élaboration progressive d'un cadre institutionnel dédié. Depuis le milieu des années 1960, l'adhésion à la dissuasion nucléaire élargie américaine est au cœur de la stratégie de défense japonaise.

La politique japonaise en matière d'armes nucléaires repose dès lors sur la recherche constante d'un équilibre entre ces deux logiques normatives concurrentes. Cet équilibre est aujourd'hui fragilisé par la dégradation continue de l'environnement de sécurité en Asie du Nord-Est et au-delà. La Corée du Nord consolide son statut de puissance nucléaire *de facto* ; l'expansion opaque et sans précédent de l'arsenal nucléaire chinois est perçue comme une menace de premier ordre ; la rhétorique nucléaire coercitive de Moscou depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, combinée à l'effondrement du régime de maîtrise des armements russo-américain – illustré par la fin du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) en 2019 et l'expiration du traité *New Strategic Arms Reduction Treaty* (New START) en février 2026, supprimant les dernières contraintes qui encadraient les arsenaux stratégiques des deux puissances – a ravivé les inquiétudes vis-à-vis de la Russie. Enfin, la politique menée par

Donald Trump depuis son retour au pouvoir en janvier 2025 exacerbe les doutes quant à la crédibilité des garanties américaines.

Dans ce contexte marqué par une centralité inédite de l'arme nucléaire dans les rivalités stratégiques en Asie du Nord-Est, plusieurs débats autrefois marginaux au Japon ont récemment gagné en visibilité : la révision du principe de non-introduction de l'arme nucléaire sur le territoire japonais, la question d'un partage nucléaire avec les États-Unis, et le développement de sous-marins à propulsion nucléaire. Parallèlement, des prises de position favorables au développement de l'arme nucléaire – minoritaires mais récurrentes depuis les années 1950 dans certains cercles conservateurs et stratégiques – continuent d'apparaître dans le débat public.

Cette *Note* replace ces évolutions dans leur trajectoire historique et dans le contexte stratégique régional afin de montrer qu'elles traduisent moins une tentation d'acquérir l'arme nucléaire qu'un effort de renforcement de l'alliance et de la dissuasion élargie. Elle met en lumière les tensions liées à cette évolution, révélant les contradictions grandissantes entre impératifs de sécurité et persistance d'une identité nationale marquée par la tragédie des bombardements atomiques.

Les fondements de la politique du Japon en matière d'armes nucléaires

Trois principes, quatre piliers

La politique japonaise en matière d'armes nucléaires repose sur la gestion de deux impératifs concurrents qui se sont progressivement institutionnalisés au cours des années 1950-1960.

La première logique normative, prônant l'abolition de l'arme nucléaire, trouve son acte fondateur dans la contamination du thonier *Daigo Fukuryu Maru* par les retombées radioactives de l'essai thermonucléaire américain *Castle Bravo* en mars 1954. Accusé de faire des Japonais les « cobayes humains de la guerre radiologique¹ », l'essai raviva le traumatisme et la mémoire de Hiroshima et de Nagasaki, alimentant le rejet de l'alliance avec les États-Unis au sein de la population et entraînant l'expansion du mouvement antinucléaire japonais. Celui-ci prit immédiatement une ampleur nationale, comme en témoignent les quelque 32 millions de signatures – pour une population d'environ 88 millions d'habitants – recueillies par une pétition en faveur de l'interdiction des armes nucléaires début 1955².

En dépit de divisions politiques croissantes, cette mobilisation resta soutenue au cours des années 1960 et s'opposa notamment aux escales dans les ports japonais de navires et sous-marins américains soupçonnés de transporter des armes nucléaires³. Ces pressions jouèrent un rôle majeur dans l'élaboration par le Premier ministre Eisaku Sato, en décembre 1967, des « trois principes non nucléaires » interdisant la possession, la production et l'introduction d'armes nucléaires sur le territoire japonais⁴.

Une seconde logique normative émergea en parallèle, fondée sur la dissuasion et reconnaissant aux armes nucléaires un rôle central dans la politique de sécurité du Japon. À partir du milieu des années 1950, des armes

1. M. Takeya, « Shi no Hai no naka ni Tachiagaru Mono » [Ce qui s'élève des cendres de la mort], *Kaizo*, mai 1954.

2. G. D. Hook, « Evolution of the Anti-Nuclear Discourse in Japan », *Current Research on Peace and Violence*, vol. 10, n° 1, 1987, p. 32-43.

3. T. Higuchi, « Just Another Ship? US Nuclear-Powered Warships and Secrecy in Japan, 1959-1972 », *Diplomatic History*, vol. 49, n° 4, août 2025, p. 524-550.

4. W. Mukai, « The Unnecessary Option to Go Nuclear. Japan's Nonnuclear Policy in An Era of Uncertainty, 1950s-1960s », in M. D. Gordin et G. J. Ikenberry (dir.), *The Age of Hiroshima*, Princeton, Princeton University Press, 2020, p. 144-163.

nucléaires américaines furent déployées sur plusieurs territoires japonais demeurés sous administration américaine après 1945 : dans l'archipel d'Okinawa de 1954 à 1972 (date de sa restitution au Japon) et sur les îles de Chichi-jima et de Iwo-jima avant leur restitution en 1968⁵. Le statut particulier de ces territoires, sur lesquels la souveraineté japonaise n'était pas rétablie, évitait au gouvernement japonais de se trouver en contradiction directe avec les exigences des mouvements antinucléaires, opposés à l'introduction d'armes nucléaires sur le territoire national, tout en restant intégré dans le dispositif de dissuasion américain.

Le premier essai nucléaire chinois d'octobre 1964 renforça cette orientation en faveur de la dissuasion. En janvier 1965, Sato obtint du président Lyndon B. Johnson une réaffirmation des garanties nucléaires américaines, toutefois sans communication officielle : le Premier ministre avait affirmé qu'il lui était impossible d'en faire état publiquement, dans un contexte de politique intérieure encore largement marqué par l'hostilité aux armes nucléaires⁶. La perspective d'une adhésion au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), signé en 1970 et ratifié en 1976, renforça encore l'importance accordée à la dissuasion élargie. La compatibilité entre le traité et cette dernière, ainsi que la prise en compte des intérêts de sécurité des États non dotés de l'arme nucléaire (ENDAN), constituèrent des conditions essentielles à l'adhésion de Tokyo⁷.

En janvier 1968, Sato fit des « trois principes » le quatrième pilier de la politique nucléaire japonaise, aux côtés de la promotion du désarmement nucléaire, de la dissuasion nucléaire élargie américaine et du développement des usages pacifiques de l'énergie nucléaire⁸. Sato cherchait notamment à relativiser la portée des trois principes afin que la logique de désarmement qu'ils incarnaient n'éclipse pas le rôle désormais central de la dissuasion élargie⁹. Le refus constant des gouvernements du Parti libéral-démocrate (PLD) de donner force de loi aux trois principes s'explique par la même logique. Adoptés par la Diète en 1971 comme « politique nationale » (*kokuze*) – c'est-à-dire comme ligne directrice de l'action gouvernementale –, ils sont dotés d'une forte portée normative mais restent dépourvus de caractère juridiquement contraignant.

5. R. S. Norris, W. M. Arkin et W. Burr, « Where They Were. How Much Did Japan Know? », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 56, n° 1, 1^{er} janvier 2000, disponible sur : www.thebulletin.org.

6. « Memorandum of Conversation, 12 janvier 1965 », in *Foreign Relations of the United States, 1964-1968*, vol. XXIX, partie 2, « Japan », document 41, Washington D.C., United States Government Printing Office, 2006, p. 70.

7. E. Cho, « Impact of the Nuclear Non-Proliferation Regime on Japan's Non-Nuclear Policy, 1965-1976 », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 32, n° 1, 2021, p. 114-130.

8. E. Sato, « Hikaku San Gensoku ni Kansuru Sato Shusho no Kokkai Toben » [Réponse du Premier ministre Sato à la Diète au sujet des trois principes non nucléaires], 58^e session ordinaire de la Diète, Tokyo, 30 janvier 1968, disponible sur : www.worldjpn.net.

9. A. Kurosaki, « Japan's Nuclear Disarmament and Non-Proliferation Diplomacy During the Cold War: The Myth and Reality of a Nuclear-Bombed Country », in J. Baylis et Y. Iwama (dir.), *Joining the Non-Proliferation Treaty: Deterrence, Non-Proliferation, and the American Alliance*, New York, Routledge, 2019, p. 131-150.

Les quatre piliers reflètent ainsi l'institutionnalisation des deux logiques concurrentes qui continuent de structurer et de mettre sous tension la politique japonaise en matière d'armes nucléaires. Cette dualité n'est d'ailleurs pas limitée à la sphère politique et traverse l'ensemble de la société japonaise : en 2023, 66,8 % des Japonais soutenaient les efforts en faveur du désarmement nucléaire, tandis que 85 % souhaitaient le maintien de la dissuasion nucléaire élargie¹⁰. La coexistence de ces deux logiques est donc structurelle, contraignant les gouvernements japonais successifs à maintenir un équilibre précaire entre ces deux impératifs.

Le rejet de la prolifération et la question de la latence nucléaire

La question d'une éventuelle prolifération nucléaire japonaise vient régulièrement fragiliser cet équilibre. Le Japon est en effet souvent présenté comme un État « du seuil », capable de développer l'arme nucléaire dans un délai relativement court en raison de son avance technologique. À partir du milieu des années 1970, le Japon a développé un programme nucléaire civil visant à réduire sa dépendance aux importations d'énergies fossiles dans le contexte des chocs pétroliers. Tokyo a ainsi développé un cycle du combustible nucléaire fondé sur le plutonium d'une ampleur sans équivalent parmi les ENDAN. L'objectif est celui d'un cycle « fermé », dans lequel le combustible issu des réacteurs est retraité pour en extraire du plutonium, lequel peut être ensuite réutilisé sous forme de combustible MOX dans des réacteurs à neutrons rapides.

La centralité du plutonium – matière fissile duale pouvant être utilisée à des fins militaires – dans le programme civil japonais suscite depuis les années 1990 des inquiétudes quant à une éventuelle prolifération nucléaire¹¹. Certains analystes y voient la pièce maîtresse d'une stratégie de « latence nucléaire », visant à développer et maintenir les capacités nécessaires au développement de l'arme si une décision politique était prise en ce sens¹².

Les interrogations à ce sujet ont été alimentées par la révélation, au cours des années 1990, d'études menées par les ministères des Affaires étrangères et de la Défense – dont les plus notables datent de 1968, 1970 et 1995¹³ – ainsi que par les déclarations de certains responsables conservateurs de premier plan – y compris des Premiers ministres, de Nobusuke Kishi à Shinzo Abe – affirmant que le Japon dispose de telles

10. N. Akiyama, Y. Ohara et Y. Matsushita, « Ambivalent Japan: Japanese Public Attitudes Toward Nuclear Weapons », *The Nonproliferation Review*, vol. 32, n° 1-2, 2025, p. 75-106.

11. M. M. Mochizuki, « Japan Tests the Nuclear Taboo », *The Nonproliferation Review*, vol. 14, n° 2, 2007, p. 303-328.

12. R. J. Samuels et J. Schoff, « Japan's Nuclear Hedge: Beyond "Allergy" and Breakout », *Political Science Quarterly*, vol. 130, n° 3, automne 2015, p. 475-503.

13. M. Fitzpatrick, *Asia's Latent Nuclear Powers: Japan, South Korea and Taiwan*, Londres, Routledge, 2016.

capacités¹⁴. La portée de ces déclarations, qui peuvent être interprétées comme des signaux adressés tant aux adversaires du Japon qu'à son allié américain – dans l'objectif d'obtenir un renforcement des garanties de sécurité¹⁵ – ne doit cependant pas être surestimée.

Il reste en effet impossible de prouver l'existence d'une stratégie de latence coordonnée au plus haut niveau. Il est en revanche aisé de souligner la constance du choix opéré par le Japon, dans la mesure où aucune des études évoquées précédemment n'a conclu en faveur d'un programme nucléaire national, chaque évaluation ayant jugé que les coûts et contraintes l'emporteraient sur les bénéfices potentiels.

Les obstacles restent en effet majeurs :

- sur le plan technique, la maîtrise incomplète de technologies indispensables à la fabrication d'armes nucléaires (détonique, métallurgie, miniaturisation...) et l'absence d'un cycle fermé pleinement opérationnel¹⁶ ;
- sur le plan juridique, la proscription du développement de l'arme nucléaire par la loi fondamentale sur l'énergie atomique de 1955, qui limite l'usage de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ainsi que par les engagements du Japon au titre du TNP ;
- sur le plan politique, l'opposition de l'opinion publique japonaise, la réticence d'une partie des acteurs appelés à mettre en œuvre un tel programme¹⁷, ainsi que les conséquences potentiellement néfastes pour l'alliance avec les États-Unis, l'intégrité même du régime de non-prolifération et le statut international du Japon, qui serait exposé au risque de sanctions et d'isolement diplomatique.

À cela s'ajoute la prise en compte des délais inhérents au développement de l'arme nucléaire, qui ouvriraient une période de vulnérabilité accrue : il est inenvisageable que Tokyo conduise un tel programme sans que Pékin, Pyongyang ou Moscou n'en aient connaissance ni ne ripostent. La décision de se doter de l'arme nucléaire se traduirait alors par un surcroît d'insécurité pour le Japon, à rebours des attentes associées à ce choix. Le rejet d'un programme nucléaire procède donc davantage d'un choix réfléchi et renouvelé que d'une « allergie nucléaire » censée inhiber les décideurs politiques¹⁸. À ce titre, il n'en apparaît que plus solide et constitue l'un des

14. S. Romei, « The Legacy of Shinzo Abe: A Japan Divided About Nuclear Weapons », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 24 août 2022, disponible sur : www.thebulletin.org.

15. T. Albessard, « La latence nucléaire du Japon : un levier diplomatique à double usage ? », *Étude*, n° 93, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), mai 2022, disponible sur : www.irsem.fr.

16. T. Suzuki, « Rokkasho Redux: Japan's Never-Ending Reprocessing Saga », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 26 décembre 2023, disponible sur : www.thebulletin.org.

17. J. E. C. Hymans, « Veto Players, Nuclear Energy, and Nonproliferation: Domestic Institutional Barriers to A Japanese Bomb », *International Security*, vol. 36, n° 2, 2011, p. 154-189.

18. N. Akiyama, « Disarmament and the Non-Proliferation Policy of Japan », in M. McCarthy (dir.), *Routledge Handbook of Japanese Foreign Policy*, Londres, Routledge, 2018, p. 173-187.

fondements de la politique nucléaire du Japon. Plusieurs facteurs pourraient néanmoins faire évoluer cette position à moyen terme.

Le premier est la dégradation continue de l'environnement sécuritaire régional, qui continue de susciter, de manière limitée, des déclarations en faveur de l'arme nucléaire, comme l'illustrent les « confidences » à la presse d'un conseiller de la Première ministre Sanae Takaichi en décembre 2025¹⁹. Le deuxième est l'évolution du débat stratégique américain et la place qu'y occupe la question de la prolifération « alliée » ou « amicale », selon laquelle le développement d'armes nucléaires par certains alliés des États-Unis servirait les intérêts américains, qu'il s'agisse d'une logique de partage du fardeau²⁰, d'abandon de risques jugés disproportionnés pour Washington²¹, voire d'une stratégie de dernier recours face à une incapacité américaine à assurer la dissuasion d'adversaires régionaux, notamment Pékin²². Cette approche n'est pas dominante et présenterait d'importants coûts et limites, mais elle dispose d'une audience persistante dans certains cercles stratégiques et académiques américains. Le troisième facteur est le débat sud-coréen en matière de prolifération nucléaire, très scruté à Tokyo : une étude récente a ainsi montré que l'acquisition de l'arme nucléaire par Séoul accroîtrait significativement le soutien à une telle option au sein des élites japonaises²³.

Si le facteur sud-coréen reste pris en compte au Japon, il convient toutefois de ne pas en exagérer la portée. Il est en effet peu probable que l'acquisition de l'arme nucléaire par une démocratie partenaire constitue le principal déclencheur d'un programme nucléaire japonais, quand l'expansion de l'arsenal soviétique et l'acquisition de l'arme par la Chine puis la Corée du Nord n'ont pas suscité pareille réaction. De surcroît, bien que fréquemment comparés, les débats nucléaires japonais et sud-coréens présentent des différences profondes qui nuancent la théorie d'un effet « cascade » de prolifération. En Corée du Sud, la menace immédiate et existentielle que représente la Corée du Nord à moins de 100 kilomètres de Séoul et l'absence d'un équivalent à l'héritage normatif de Hiroshima et de Nagasaki ont pu conduire une part significative de l'opinion publique et des élites politiques à se montrer ouvertes au développement d'une capacité nucléaire nationale²⁴. Au Japon, davantage focalisé sur une menace chinoise

19. « Senior Official: Japan Should Possess Nuclear Weapons », *The Asahi Shimbun*, 19 décembre 2025, disponible sur : www.asahi.com.

20. S. Condon, « Donald Trump: Japan, South Korea Might Need Nuclear Weapons », CBS News, 29 mars 2016, disponible sur : www.cbsnews.com.

21. D. Bandow, « Why Shouldn't America's Allies Build Nukes? », Cato Institute, 22 août 2018, disponible sur : www.cato.org.

22. O. Zajec, « L'illusion d'une prolifération nucléaire "amicale" en Europe », *Policy Paper*, coll. « Pensée stratégique », n° 1, Institut d'Études de Stratégie et de Défense (IESD), février 2026, disponible sur : www.iesd.univ-lyon3.fr.

23. V. Cha et K. Govella, « Why Japan and South Korea Won't Go Nuclear », *Foreign Affairs*, 7 mai 2026, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

24. L. Kim, « Will South Korea's Nuclear Ambitions Subside in the Next Five Years? », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 7 avril 2025, disponible sur : www.csis.org.

certes majeure mais moins immédiate, la contrainte de la logique normative de désarmement maintient l'affirmation ouverte de positions favorables à l'arme nucléaire dans les marges du débat public – même si ces marges semblent s'élargir progressivement.

Le Japon face aux menaces nucléaires en Asie du Nord-Est

Chine, Corée du Nord, Russie : le Japon face aux « trois fronts nucléaires »

Si l'hypothèse d'une prolifération nationale reste peu crédible, la politique japonaise en matière d'armes nucléaires est néanmoins amenée à évoluer en raison de la dégradation continue de l'environnement sécuritaire régional. Tokyo se situe à l'intersection de deux dynamiques majeures recomposant l'équilibre des puissances en Asie du Nord-Est : l'expansion de l'arsenal nucléaire chinois et la montée en puissance de la Corée du Nord en tant que puissance nucléaire régionale. À cela s'ajoute la persistance de la menace russe, qui contribue à placer le Japon au cœur de ce que le politiste Hiroyasu Akutsu appelle les « trois fronts nucléaires²⁵ ».

Qualifiée de « défi stratégique d'une ampleur sans précédent » dans la *Stratégie de sécurité nationale* de décembre 2022²⁶, la Chine s'est imposée comme la principale menace pour le Japon. Le développement d'une triade nucléaire complète et la multiplication de vecteurs susceptibles d'atteindre le territoire américain nourrissent des craintes liées au paradoxe stabilité-instabilité : le renforcement de l'arsenal chinois pourrait dissuader Washington d'intervenir dans un conflit régional, encourageant Pékin à adopter une posture plus offensive²⁷.

Le développement de missiles de portée intermédiaire à capacité conventionnelle et nucléaire est également perçu par Tokyo comme relevant d'une stratégie de déni d'accès destinée à entraver l'intervention des États-Unis²⁸. En effet, ces missiles pourraient permettre à la Chine de frapper les forces américaines jusqu'à Guam, dans le cas du DF-26, tout en offrant des options d'emploi limité de l'arme nucléaire. En outre, leur caractère dual introduit une ambiguïté susceptible de compliquer la gestion de l'escalade en

25. H. Akutsu, « Nihon he no Kaku-Kogeki no Kanosei wo Kangaeru : “Kaku no San Shomen” Jidai no Shimyureshon no Kantan yori » [Penser la possibilité d'une attaque nucléaire contre le Japon du point de vue des simulations à l'ère des « trois fronts nucléaires »], *Anzenhoshō Kenkyū* [Études de sécurité], vol. 5, n° 2, 2023, p. 1-18.

26. *National Security Strategy of Japan*, Cabinet du Premier ministre du Japon, décembre 2022, p. 9, disponible sur : www.cas.go.jp.

27. K. Kakiyama, « Redesigning U.S.-Japan Security in a “Two-Peer” Nuclear Era », *Institute of Geoeconomics*, 2 avril 2026, disponible sur : www.instituteofgeoeconomics.org.

28. *Defense of Japan 2025*, Ministère de la Défense du Japon, 2025, p. 61, disponible sur : www.mod.go.jp.

cas de conflit, puisqu'il est impossible de déterminer avec certitude s'ils emportent une charge nucléaire ou conventionnelle.

Par ailleurs, les suspicions relatives au développement d'armes nucléaires « tactiques », conjuguées aux doutes croissants quant au maintien par la Chine d'une doctrine de dissuasion minimale et de non-emploi en premier, renforcent les craintes d'un abaissement du seuil d'emploi et d'un chantage nucléaire dans l'hypothèse d'un conflit autour du détroit de Taïwan²⁹.

La Corée du Nord constitue également une menace de premier plan. Depuis 2006, Pyongyang a procédé à six essais nucléaires et développé un arsenal allant de missiles de courte portée capables de frapper l'archipel à des Intercontinental Ballistic Missile (ICBM) susceptibles d'atteindre le territoire américain. Le développement récent de missiles de croisière à capacité nucléaire et de nouvelles capacités ISR (*intelligence, surveillance, reconnaissance*) est perçu comme le signe d'une amélioration qualitative du programme nord-coréen³⁰, tandis que l'adoption en 2022 d'une doctrine permettant un recours préemptif à l'arme nucléaire a été interprétée comme un abaissement du seuil d'emploi³¹. La nouvelle alliance entre la Corée du Nord et la Russie, le renforcement rapide de leur coopération militaire et le soutien apporté par Pyongyang aux forces russes dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine nourrissent également la crainte que la Corée du Nord ne bénéficie en retour de transferts de technologie russes au profit de ses programmes militaires et nucléaires³².

Enfin, la Russie a été réévaluée comme une menace depuis février 2022 en raison de l'invasion de l'Ukraine, de sa rhétorique nucléaire agressive, du renforcement de la coopération militaire avec Pyongyang et de l'intensification d'exercices militaires sino-russes à proximité de l'archipel. L'expiration du traité New START en février 2026 alimente également les inquiétudes japonaises quant à la disparition de toute contrainte encadrant le déploiement des vecteurs stratégiques russes et ses répercussions potentielles sur l'alliance avec les États-Unis³³.

29. H. Ogi, « How Should Japan Respond to China's Nuclear Threat? », Institute of Geoeconomics, 9 avril 2026, disponible sur : www.instituteofgeoeconomics.org.

30. *Defense of Japan 2025*, op. cit., p. 17.

31. T. Watanabe, « North Korea's Doctrine of Nuclear Preemption – War Starting with Nuclear Weapons Rather than Escalation to A Nuclear War », *NIDS Commentary*, n° 345, National Institute for Defense Studies, 6 août 2024, disponible sur : www.nids.mod.go.jp.

32. *Defense of Japan 2025*, op. cit., p. 116.

33. N. Akiyama, « The Future of the Nuclear Order », in *Strategic Outlook 2026 – The Crumbling International Order: A Strategic Perspective in an Age of Uncertainty*, The Japan Institute of International Affairs, 3 mars 2026, p. 26-28, disponible sur : www.jiia.or.jp.

Le renforcement de la politique japonaise de défense et de dissuasion

Face à ces menaces, le Japon a choisi de renforcer à la fois la dissuasion nucléaire élargie au sein de son alliance avec les États-Unis et ses propres capacités de dissuasion conventionnelle. Depuis les années 1960, les forces d'autodéfense (FAD) japonaises ont en effet pour mission de dissuader et repousser toute agression au niveau conventionnel, en articulation avec la dissuasion nucléaire élargie américaine, qui reste l'ultime garant face aux menaces de nature stratégique. La conception japonaise de la dissuasion intègre explicitement capacités conventionnelles nationales et dissuasion nucléaire élargie américaine, en raison de leur complémentarité selon les différents niveaux de menaces³⁴.

Fondé en 2010, le « Dialogue sur la dissuasion élargie » (*Extended Deterrence Dialogue*, EDD) constitue le premier cadre bilatéral dédié aux discussions relatives aux garanties nucléaires américaines. Sa création s'inscrivait dans le sillage de la *Nuclear Posture Review* (NPR) et du discours de Prague du président Barack Obama, en avril 2009, qui avait mis l'accent sur la nécessité de promouvoir le désarmement nucléaire et de réduire le rôle des armes nucléaires dans les stratégies de sécurité nationale. Les inquiétudes suscitées par ce discours chez les alliés de Washington avaient appelé en retour une réaffirmation des garanties américaines au titre de la dissuasion nucléaire élargie et le renforcement de la coopération en la matière.

L'EDD visait donc à rassurer le Japon et à institutionnaliser le dialogue entre les deux alliés³⁵. Élevé au niveau ministériel en juillet 2024 et incluant désormais des exercices de simulation (*table-top exercises*), il a été consolidé par l'adoption, en décembre 2024, de « Lignes directrices pour la dissuasion élargie », dont le contenu n'est pas rendu public³⁶. Ce processus d'institutionnalisation s'effectue également dans un format trilatéral associant la Corée du Sud, comme en témoignent la déclaration de Camp David d'août 2023³⁷ et la réaffirmation des garanties nucléaires américaines dans ce cadre en septembre 2025³⁸.

Enfin, les NPR de 2018 et de 2022 ont été accueillies favorablement à Tokyo comme signes de la poursuite de l'engagement américain : la première accompagnait le projet de déploiement de missiles de croisière nucléaires mer-

34 *Diplomatic Bluebook 2024*, Ministère des Affaires étrangères du Japon, 2024, p. 197, disponible sur : www.mofa.go.jp.

35. B. Roberts, *The Case for U.S. Nuclear Weapons in the 21st Century*, Stanford, Stanford University Press, 2016, p. 202.

36. « Government of the United States of America – Government of Japan Guidelines for Extended Deterrence », Ministry of Foreign Affairs of Japan, 27 décembre 2024, disponible sur : www.mofa.go.jp.

37. « The Spirit of Camp David: Joint Statement of Japan, the Republic of Korea, and the United States », Maison-Blanche, 18 août 2023, disponible sur : www.bidenwhitehouse.archives.gov.

38. « Joint Statement from the Trilateral Meeting of the United States of America, Japan, and the Republic of Korea in New York City », U.S. Department of State, 22 septembre 2025, disponible sur : www.state.gov.

sol (SLCM-N)³⁹, et la seconde, contrairement aux déclarations du candidat Joe Biden, n'a retenu ni une doctrine de non-emploi en premier ni le principe de *sole purpose*, indiquant le maintien d'une posture nucléaire robuste⁴⁰.

Les interrogations relatives à la solidité des garanties américaines se sont néanmoins accentuées depuis le retour au pouvoir de Donald Trump en janvier 2025. La place accordée à l'hémisphère occidental, l'absence de référence à la dénucléarisation de la Corée du Nord dans la *National Security Strategy* de novembre 2025 et les évocations d'un possible « G2 » États-Unis/Chine constituent autant de facteurs d'inquiétude quant à la fiabilité de Washington⁴¹.

Au-delà des incertitudes conjoncturelles liées à l'administration Trump, le caractère structurel du doute quant à la crédibilité de la dissuasion élargie explique le renforcement des capacités conventionnelles japonaises. Elles s'inscrivent dans une logique de complémentarité explicitement formulée dans les documents stratégiques japonais : les forces conventionnelles des FAD visent à renforcer la crédibilité de la dissuasion globale de l'alliance en relevant le coût d'une agression conventionnelle et des tentatives de coercition sous le seuil nucléaire, tandis que la dissuasion nucléaire élargie couvre les menaces du haut du spectre, y compris nucléaires⁴².

La stratégie japonaise repose sur deux approches distinctes. La doctrine classique de dissuasion par déni vise à empêcher un adversaire d'atteindre ses objectifs militaires. Elle repose depuis le début des années 2000 sur des systèmes de défense antimissile développés conjointement avec les États-Unis (*Aegis*, *Patriot*). La seconde approche, introduite en décembre 2022, est la dissuasion par représailles fondée sur des capacités de « contre-frappe » (*hangeki noryoku*). En cas d'attaque contre le Japon, leur objectif est de « conduire des contre-frappes efficaces sur le territoire de l'adversaire » afin de « prévenir de nouvelles attaques⁴³ ». Tout emploi préemptif, défini comme le fait de « frapper en premier alors qu'aucune attaque armée n'a encore eu lieu », demeure proscrit⁴⁴.

Les capacités retenues pour mettre en œuvre cette approche sont des versions améliorées des missiles antinavires Type 12, dont la portée serait étendue au-delà de 1 000 kilomètres, et des missiles de croisière *Tomahawk*. D'importantes étapes ont été franchies en mars 2026 avec le déploiement des

39. « The Release of the U.S. Nuclear Posture Review (NPR) (Statement by Foreign Minister Taro Kono) », Ministry of Foreign Affairs of Japan, 3 février 2018, disponible sur : www.mofa.go.jp.

40. « Press Conference by Foreign Minister Hayashi Yoshimasa », Ministry of Foreign Affairs of Japan, 28 octobre 2022, disponible sur : www.mofa.go.jp.

41. T. Kotani, « US Strategic Restraint and Japan's Security », in *Strategic Outlook 2026 – The Crumbling International Order: A Strategic Perspective in An Age of Uncertainty*, The Japan Institute of International Affairs, 7 avril 2026, p. 5-7, disponible sur : www.jiia.or.jp.

42. *Defense of Japan 2025*, Ministry of Defense of Japan, *op. cit.*, p. 199.

43. *National Security Strategy of Japan*, *op. cit.*, p. 19.

44. *Ibid.*

premiers Type 12 améliorés à Kumamoto⁴⁵ et la modification d'un destroyer de la classe Kongo pour le rendre apte au lancement de *Tomahawk*⁴⁶.

Cependant, comme en Europe, la focalisation sur la dimension matérielle dans une logique de rattrapage capacitaire précède l'élaboration d'une doctrine d'emploi. De nombreuses interrogations restent ainsi en suspens : la Diète autoriserait-elle des frappes sur le territoire chinois ? À quel niveau d'escalade ces capacités seraient-elles engagées, et selon quelle coordination avec les forces américaines ? À ce stade, l'absence de réponses limite tant la crédibilité opérationnelle de ces capacités que leur portée dissuasive⁴⁷.

45. J. Johnson, « Japan's "Counterstrike Capability" Takes Shape with Missile Deployments », *The Japan Times*, 31 mars 2026, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

46. J. Johnson, « MSDF Destroyer Becomes Japan's First Ship Capable of Firing Tomahawk Missiles », *The Japan Times*, 27 mars 2026, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

47. R. Inoue, « Will Japan Have the Political Resolve to Use Counterstrike? », *The Washington Quarterly*, vol. 47, n° 4, p. 45-61.

L'évolution de la politique nucléaire japonaise : trois débats émergents

La dégradation de l'environnement stratégique régional et les incertitudes croissantes quant à la crédibilité de la protection américaine ont donné une visibilité inédite aux débats sur la politique nucléaire japonaise, en faisant émerger de nouvelles questions politiques tout en portant dans l'espace public des discussions jusqu'alors limitées à des cercles restreints d'experts. Ils concernent aujourd'hui trois questions : la révision du principe de non-introduction des armes nucléaires sur le territoire national, la possibilité d'un partage nucléaire avec les États-Unis, et le développement de la propulsion nucléaire navale. Distincts dans leurs enjeux, ces débats sont tous soumis à la même tension entre la logique normative de désarmement et les impératifs croissants de dissuasion.

Vers une évolution du principe de non-introduction ?

En novembre 2025, la Première ministre Takaichi a déclaré qu'elle ne pouvait pas confirmer le maintien en l'état des trois principes non nucléaires dans le cadre de la révision de la stratégie de sécurité nationale, suscitant l'ire des organisations de *hibakusha*⁴⁸. Le principe de non-introduction est le plus susceptible d'évoluer à moyen terme. Dès 2024, Takaichi avait soutenu qu'il n'était pas « réaliste » face aux exigences liées à la dissuasion élargie⁴⁹.

Certaines voix au sein du PLD plaident de longue date en faveur de sa révision afin de renforcer la coopération avec les États-Unis dans le cadre de la dissuasion élargie. Un rapport interne au PLD préconisait ainsi en 2011 le passage à « 2,5 principes non nucléaires », maintenant le refus du déploiement d'armes nucléaires sur le territoire national tout en acceptant l'escale dans les ports japonais de sous-marins américains équipés d'armes nucléaires (SNLE)⁵⁰. L'escale médiatisée d'un tel sous-marin en Corée du Sud

48. « Takaichi Declines to Confirm Stance on “3 Non-Nuclear Principles” », *The Asahi Shimbun*, 12 novembre 2025, disponible sur : www.asahi.com.

49. S. Takaichi, *Kokuryoku Kenkyu. Nippon Retto wo, Tsuyoku Yutaka ni*, [Étude de la puissance nationale. Renforcer et enrichir l'archipel japonais], Tokyo, Sankei Shimbun Publications, 2024, p. 18.

50. « Kokka Senryaku Honbu – Dai 5 Bunkakai (Gaiko – Anzenhoshō) » [Siège de la stratégie nationale – 5^e groupe de travail (Affaires étrangères – Sécurité)], Jiyu Minshuto Kokka Senryaku Honbu [Siège de la stratégie nationale du Parti libéral-démocrate], 19 juillet 2011, p. 5, disponible sur : www.jimin.jp.

en juillet 2023 a été citée par certains élus comme un modèle dont le Japon pourrait s'inspirer⁵¹.

Cette question a également gagné en importance avec la perspective du déploiement, à l'horizon 2034, du missile de croisière mer-sol à capacité nucléaire SLCM-N à bord de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) américains. Certains chercheurs estiment qu'une évolution du principe serait nécessaire pour permettre à ces SNA de faire escale au Japon sans interférer avec leur mission dissuasive⁵². Une problématique similaire se pose dans le domaine aérien. Certains anciens hauts responsables des Forces d'autodéfense ont recommandé une révision du principe afin d'autoriser le passage dans l'espace aérien japonais d'aéronefs américains emportant une arme nucléaire, ainsi que leur stationnement sur le territoire national⁵³.

Une révision formelle du principe ne serait cependant pas indispensable. En 2010, le ministre des Affaires étrangères Katsuya Okada avait déclaré qu'en cas de situation d'urgence où la sécurité du Japon ne pourrait être assurée autrement que par l'escale de SNLE américains, « le gouvernement en place prendrait une décision en engageant son destin et en fournirait une explication à l'opinion publique⁵⁴ ». Cette déclaration est d'autant plus significative qu'elle émanait d'un gouvernement issu de l'opposition démocrate, historiquement plus réservée à l'égard de l'alliance avec les États-Unis. Cette approche a été réaffirmée par le cabinet Takaichi⁵⁵.

Ainsi, la question d'une révision du principe de non-introduction occupe une place croissante dans le débat public japonais. Si en 2023 46 % de la population soutenait le maintien des trois principes, 39 % étaient favorables à une révision du principe de non-introduction⁵⁶.

Le débat sur le partage nucléaire

Étroitement lié à la question du principe de non-introduction, le débat sur le partage nucléaire constitue un degré supplémentaire dans la réflexion stratégique japonaise : non plus l'introduction d'armes nucléaires en temps de crise, mais leur stationnement permanent sur le territoire national assorti de l'inclusion du Japon dans le processus de décision relatif à leur emploi. Certains

51 . T. Kelly, J. Geddie, J-m. Park *et al.*, « Trump Shock Spurs Japan to Think About the Unthinkable: Nuclear Arms », Reuters, 19 août 2025, disponible sur : www.reuters.com.

52 . M. Murano, « Sogo Anzenhosho Purojekuto – Chugoku no Kaku Senryaku-Kaku Senryoku no Henka » [Projet de sécurité globale – Évolution de la stratégie nucléaire et des forces nucléaires de la Chine], Japan Institute for National Fundamentals, 24 septembre 2024, disponible sur : www.jinf.jp.

53 . « Toward Improving the Effectiveness of Extended Deterrence in the Japan-U.S. Alliance. To Make the “Nuclear Umbrella” Be Real », Sasakawa Peace Foundation, juin 2025, p. 6, disponible sur : www.spf.org.

54 . « Review of Japan's Nonnuclear Principles Simmers Beneath Economy-Focused Election », *The Mainichi Shimbun*, 11 février 2026, disponible sur : www.mainichi.jp.

55 . *Ibid.*

56 . « Taiwan Yuji Toben “Tekisetsu” 55% - Hikaku Sangensoku, Kenji 46%, Minaoshi 39% » [Réponse sur une situation d'urgence à Taïwan jugée « appropriée » par 55 % – Trois principes non nucléaires : 46 % pour le maintien, 39 % pour une révision], *Nikkei*, 1^{er} décembre 2025, disponible sur : www.nikkei.com.

défenseurs de cette option estiment même que les F-35A japonais devraient être modifiés pour permettre l'emport d'armes nucléaires et que des infrastructures de stockage d'armes nucléaires devraient être établies sur le territoire japonais, selon un système directement inspiré du modèle de l'OTAN⁵⁷.

Ce débat récent a été ouvert en mars 2022 par l'ancien Premier ministre Abe, qui avait estimé, peu après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, que le sujet ne saurait rester tabou⁵⁸. Il a de nouveau gagné en visibilité peu avant l'élection du Premier ministre Shigeru Ishiba, en septembre 2024, à la suite de ses propositions en faveur d'une « OTAN asiatique » incluant la possibilité d'un partage nucléaire⁵⁹. Cette option a néanmoins été rejetée à plusieurs reprises : par le cabinet de Fumio Kishida et le PLD après la remarque d'Abe⁶⁰, et plus récemment par la Première ministre Takaichi⁶¹.

La question ne disparaît pas pour autant du débat public : en 2023, 47 % de la population se prononçait en faveur d'un débat public sur le partage nucléaire (entendu comme le stockage d'armes nucléaires américaines sur le territoire japonais et l'inclusion du Japon dans le processus décisionnel)⁶² – chiffre notable au regard de l'opposition majoritaire à une révision du principe de non-introduction, qui suggère qu'une part significative de l'opinion distingue le fait de débattre de cette option et celui de la mettre en œuvre. Un sondage conduit auprès des députés en février 2026 confirme cette évolution au niveau politique : 37 % d'entre eux estiment que cette hypothèse devrait être étudiée, soit une hausse de douze points par rapport au sondage précédent. L'intégralité des élus du Parti de l'innovation, partenaire de coalition du PLD, soutient l'ouverture d'un tel débat⁶³.

Ces évolutions révèlent moins une adhésion majoritaire au principe du partage nucléaire qu'un déplacement progressif des limites du dicible dans le débat public japonais en raison de la dégradation du contexte stratégique régional. Les obstacles demeurent considérables : révision nécessaire du principe de non-introduction, opposition d'une partie de l'opinion publique

57. « Toward Improving the Effectiveness of Extended Deterrence », *op. cit.*, p. 9.

58. H. Odanaka et S. Furukawa, « Nuclear Sharing, a Taboo or Unavoidable Reality? Japan Parties Intensify Debate », *The Mainichi Shimbun*, 2 mars 2022, disponible sur : www.mainichi.jp.

59. « Shigeru Ishiba on Japan's New Security Era: The Future of Japan's Foreign Policy », *Commentary*, Hudson Institute, 25 septembre 2024, disponible sur : www.hudson.org.

60. S. Sakai, M. Nakagawa et Y. Yamamoto, « Kaku Kyoyu "Najimanu" – Jimin Chosakai Teigen ni Morikomazu » [Le partage nucléaire « ne convient pas » : la commission d'étude du PLD ne l'inclut pas dans ses propositions], *The Chugoku Shimbun*, 17 mars 2022, disponible sur : www.hiroshimapeacemedia.jp.

61. S. Suzuki, « Japan PM Says She Personally Doesn't Approve of "Nuclear Sharing" With US », *The Mainichi Shimbun*, 25 février 2026, disponible sur : www.mainichi.jp.

62. N. Akiyama, Y. Ohara et Y. Matsushita, « Ambivalent Japan », *op. cit.*, p. 99.

63. « Ishin Akuseru ? "Kaku Kyoyu" Giron – Takaichi Shusho wa Hitei mo, Kwaru Kokkai Seiryokuzu » [Le Parti de l'innovation comme accélérateur ? Le débat sur le partage nucléaire – Rejet par la Première ministre Takaichi et cartographie du changement de rapport de forces à la Diète], *The Mainichi Shimbun*, 27 février 2026, disponible sur : www.mainichi.jp.

et manque de profondeur stratégique du territoire japonais, qui limiterait la valeur dissuasive d'un déploiement d'armes nucléaires américaines⁶⁴.

La propulsion nucléaire navale

L'annonce en septembre 2021 du partenariat AUKUS (Australia, United Kingdom et United States) et de l'acquisition à terme par l'Australie de SNA a contribué à renforcer au Japon le débat sur le développement de capacités similaires. En septembre 2025, un rapport d'experts japonais a recommandé d'explorer des « systèmes de propulsion de nouvelle génération », formulation délibérément pudique pour désigner la propulsion nucléaire navale⁶⁵. Cet intérêt s'est ensuite renforcé après l'accord conclu en octobre 2025 entre la Corée du Sud et les États-Unis autorisant Séoul à développer des SNA avec transfert de technologie américaine. Le ministre de la Défense Jun'ichiro Koizumi a ainsi déclaré que le Japon devait étudier cette possibilité, dans un environnement régional marqué par l'expansion rapide des capacités chinoises et les efforts nord-coréens dans ce domaine⁶⁶. L'accord de coalition d'octobre 2025 entre le PLD et le Parti de l'innovation contient d'ailleurs une clause allant dans ce sens⁶⁷.

L'attrait tactique de telles capacités est réel : les SNA offrent une endurance, une discrétion et une vitesse supérieures à celles des sous-marins classiques à propulsion diesel-électrique et constitueraient un outil précieux pour renforcer la surveillance des activités maritimes chinoises. La prudence rhétorique du gouvernement japonais peut s'expliquer, au-delà de la politique intérieure japonaise, par les vives controverses internationales quant aux garanties de non-prolifération dans le cas d'un transfert de cette technologie par un État doté à un État non doté, la Chine faisant preuve d'une grande hostilité à l'égard du partenariat AUKUS ainsi qu'à l'éventuel établissement de dispositifs similaires en Asie du Nord-Est.

Il reste en outre d'importants obstacles. Sur le plan juridique, une révision de la loi japonaise sur l'énergie atomique de 1955 serait nécessaire. Sur le plan industriel, les interrogations sont multiples : développement d'une filière nationale, acquisition de technologies américaines malgré les délais considérables que cette option impliquerait, ou appel d'offres ouvert à d'autres partenaires ? À ces contraintes s'ajoutent des enjeux de coûts et

64. C. Pajon, « Japon : décrypter la vision stratégique du Premier ministre Ishiba. Vers une version asiatique de l'OTAN ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 10 octobre 2024, disponible sur : www.ifri.org.

65. T. Ono et M. Sato, « Experts Support New SDF Subs Powered by Nuclear Reactor », *The Asahi Shimbun*, 19 septembre 2025, disponible sur : www.asahi.com.

66. K. Takahashi, « Japan Weighs Nuclear Submarines as New Defense Minister Koizumi Signals Break from Postwar Nuclear Taboo », *Naval News*, 12 novembre 2025, disponible sur : www.navalnews.com.

67. M. Sato et R. Kiyomiya, « Japan Eyes Nuclear Subs after U.S. Gives OK to S. Korea », *The Asahi Shimbun*, 7 novembre 2025, disponible sur : www.asahi.com.

d'acceptabilité locale, la mobilisation contre l'implantation de tels chantiers constituant dans certaines régions un risque politique certain⁶⁸.

Il est toutefois vraisemblable que la concrétisation progressive de l'acquisition de SNA par Séoul accentue la pression sur Tokyo, non seulement pour des raisons opérationnelles, mais aussi pour ne pas finir bon dernier dans ce qui s'apparente de plus en plus à une course régionale aux SNA.

68. G. Dominguez, « Japan Is Considering Nuclear Subs. But Are They Worth the Costs? », *The Japan Times*, 28 janvier 2026, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

Conclusion

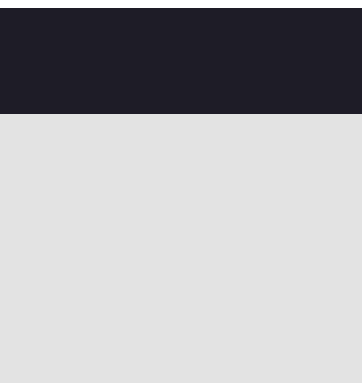
Confronté à la Chine, à la Corée du Nord et à la Russie, le Japon a choisi depuis plusieurs années de renforcer la dissuasion globale de l'alliance avec les États-Unis, à travers le développement de ses capacités conventionnelles et l'approfondissement de la coopération dans le cadre de la dissuasion élargie. Si certaines déclarations en faveur du développement de l'arme nucléaire persistent dans le débat public, elles ne doivent pas pour autant être interprétées comme l'indice d'une volonté réelle de prolifération, tant cette option demeure peu réaliste au regard de contraintes structurelles.

Les débats sur le principe de non-introduction, le partage nucléaire et la propulsion nucléaire navale reflètent cette volonté de renforcer la dissuasion au sein de l'alliance. La politique japonaise en matière d'armes nucléaires demeure toutefois contrainte par les attentes liées à la logique de désarmement, profondément ancrées dans la société japonaise, qui conduisent les gouvernements successifs à privilégier des ajustements progressifs plutôt que des ruptures soudaines.

Dans la perspective de la révision de la *Stratégie de Sécurité Nationale* fin 2026, deux tendances méritent une attention particulière : l'élaboration d'une doctrine d'emploi des capacités de contre-frappe et leur articulation avec la dissuasion élargie, ainsi que l'évolution – formelle ou informelle – du principe de non-introduction. C'est dans cet espace entre la lettre des principes non nucléaires et la réalité des impératifs de dissuasion que se joue désormais l'évolution de la politique japonaise en matière d'armes nucléaires.

Les dernières publications des *Asie.Visions*

- Céline Pajon, [« Industrie de défense japonaise : quelles ambitions internationales ? »](#), *Asie.Visions*, n° 149, Ifri, juillet 2026.
- Sylvia Malinbaum, [« Union européenne-Inde : rapprochement durable ou partenariat de circonstance ? »](#), *Asie.Visions*, n° 148, mars 2026.
- Céline Pajon, [« Japon : le raz-de-marée Takaichi et le nouveau visage du pouvoir »](#), *Asie.Visions*, n° 147, février 2026.
- Aijaz Ashraf Wani, [« Jammu and Kashmir in the Aftermath of August 2019: Policy Reforms and the Evolving Governance Framework »](#), *Asie.Visions*, n° 146, février 2025.
- Sylvia Malinbaum, [« L'Inde en quête d'émancipation économique face à la Chine »](#), *Asie.Visions*, n° 145, janvier 2025.
- Marc Julienne (dir.), [« L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam »](#), *Asie.Visions*, n° 144, janvier 2025.
- Marc Julienne, [« L'essor du programme spatial taïwanais. Construire une industrie, soutenir la sécurité nationale »](#), *Asie.Visions*, n° 143, novembre 2024.
- Adrien Simorre, [« L'approvisionnement énergétique de Taïwan. Talon d'Achille de la sécurité nationale »](#), *Asie.Visions*, n° 142, octobre 2024.
- Isabelle Saint-Mézard, [« Foreign Policy Issues in the BJP 2024 Election Campaign: Boosting National Pride and Glorifying a Strong Government »](#), *Asie.Visions*, n° 141, juin 2024.
- Aleksei Zakharov, [« India-Russia Relations in Troubled Times: Steady but Stagnating »](#), *Asie.Visions*, n° 140, mai 2024.
- Wooyeal Paik, [« South Korea's Emergence as a Defense Industrial Powerhouse »](#), *Asie.Visions*, n° 139, février 2024.
- Céline Pajon, [« Replacer l'Amérique du Sud sur la carte française de l'Indo-Pacifique. Convergences politiques, économiques et pistes de coopération »](#), *Asie.Visions*, n° 138, février 2024.
- Seungjoo Lee et Sangwoo Shin, [« Evolution and Dynamics of the Space Industry in South Korea »](#), *Asie.Visions*, n° 137, janvier 2024.
- Marc Julienne, [« La Chine dans la course à l'orbite basse - Perspectives sur la future constellation internet Guowang »](#), *Asie.Visions*, n° 136, avril 2023.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org